

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 12 décembre 2012

Rapport annuel sur l'état de la France en 2012

Déclaration du groupe de l'UNAF

Ce rapport constitue un état des lieux, nécessaire et indispensable pour connaître et mieux appréhender la réalité économique de la France. Si la dette de l'État est importante, son effacement ou, au moins, sa réduction, passe par un effort de l'État, des entreprises et des familles. L'amélioration de la compétitivité est à court terme insuffisante pour régler ou atténuer le passif.

Pour ce faire, il est nécessaire de limiter les dépenses publiques mais aussi de recourir à des recettes supplémentaires. Sur le plan de la compétitivité, la situation de la France est difficile, sa balance commerciale est déficitaire en Europe comme au plan mondial, notamment au regard de la concurrence industrielle et commerciale imposée par la Chine. Ainsi, par exemple, sur le sol africain, la part de marché des fournisseurs français est passée de 2000 à 2010 de 16,2 % à 8,9 % alors que, dans le même temps, la Chine passait de 3,4 % à 12,5 %.

Au niveau européen, la situation est semblable puisque la dette de l'Europe atteint 8 000 milliards d'euros, dette dont la Chine détient 550 milliards.

Dans ce paysage de désolation, un inventaire non exhaustif pourrait ainsi résumer cette situation venant percuter le quotidien des familles : situation économique dégradée, absence de visibilité sur sortie de crise, chômage en hausse, moral en baisse, précarisation de l'emploi, temps partiel subi, taux de pauvreté en augmentation, augmentation des prix, stagnation des salaires et donc baisse du pouvoir d'achat, stress au travail, échec scolaire... Des points positifs sont toutefois à mettre dans la balance : l'innovation et la recherche, la protection sociale, qui a, certes, un coût, mais qui a fait la preuve d'amortisseur social en temps de crise. À cet amortisseur, il faut ajouter le rôle des familles elles-mêmes qui puisent dans leurs économies au profit, voire au détriment, des jeunes générations.

Dans ce panorama complexe, un constat partagé par tous doit trouver des réponses et des solutions : la persistance de fortes inégalités qui vont en s'aggravant. Les préconisations formulées par l'avis sont des réponses que le groupe de l'UNAF approuve :

- renforcer la place de l'Union européenne par l'application d'une discipline budgétaire partagée, par un effort d'harmonisation juridique et fiscale, par la révision du financement du budget européen, et surtout, par la mise en œuvre d'une stratégie industrielle européenne ;
- prendre en compte le fait régional par la construction d'un projet régional cohérent avec la coordination des acteurs, permettant ainsi d'éviter dépenses multiples, inutiles ou superfétatoires ;
- adapter notre économie et notre pacte social passe par des réformes structurelles nécessaires. Le groupe de l'UNAF souhaite que soit portée une

attention particulière à réformer notre système de formation pour une plus grande efficacité et répondre aux enjeux de l'innovation et du développement durable.

Il existe certainement d'autres mesures à envisager et le rapport de M. Gallois ouvre aussi des perspectives. Il est temps de passer des préconisations à l'action pour redonner confiance et construire des solutions durables, empêchant toutes les formes d'exclusion. Autrement dit, il est temps de remplacer les gouvernants théoriciens par des techniciens praticiens.

Le groupe de l'UNAF a voté l'avis.